

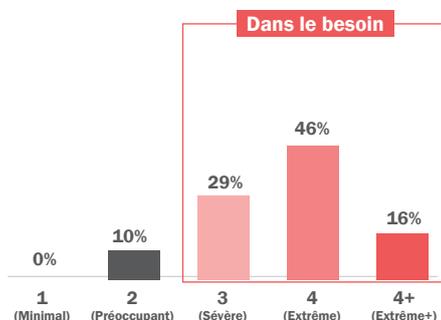
# 2022 MSNA BULLETIN

RÉSULTATS CLÉS

OCTOBRE 2022  
MALI

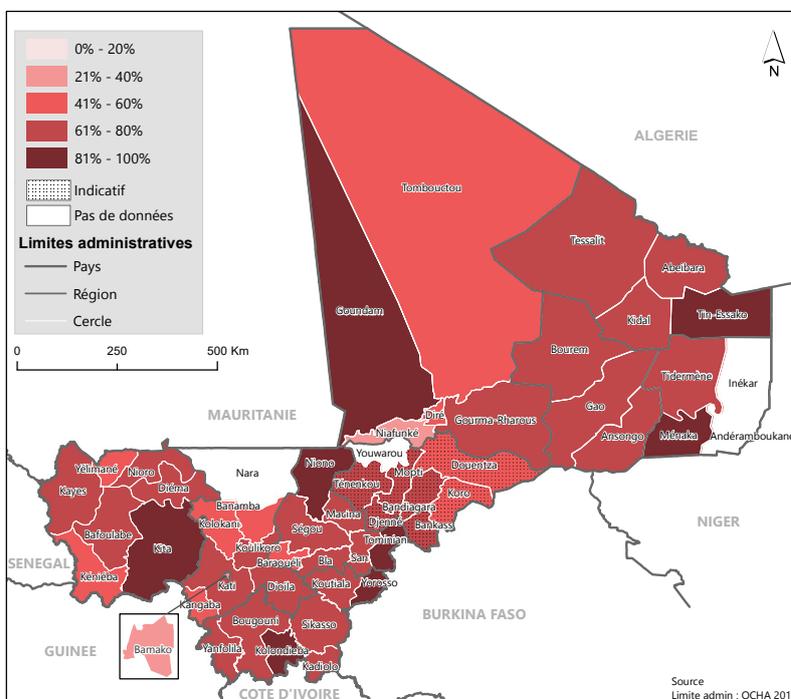
**CONTEXTE.** En l'absence de données multisectorielles comparables au niveau national, la coordination humanitaire au Mali fait face à des défis importants pour la planification stratégique des interventions. Afin de pallier ce manque d'information, REACH a reconduit en 2022 une évaluation multi-sectorielle des besoins (MSNA) sous le mandat de l'Équipe humanitaire pays (EHP) et le soutien du Groupe de coordination inter-cluster (ICCG) du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) dans toutes les régions du Mali. La collecte de données s'est déroulée entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 16 octobre 2022 auprès de 7 640 ménages, et a permis d'obtenir des résultats statistiquement indicatifs (uniquement la région de Mopti) et représentatifs (autres régions du Mali) pour les ménages de personnes déplacées internes (PDI) à l'échelle régionale et pour les ménages non déplacés à l'échelle du cercle<sup>1</sup>.

## POURCENTAGE DE MÉNAGES PAR PHASE DE SÉVÉRITÉ :



## MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR ZONES GÉOGRAPHIQUE

Pourcentage de ménages avec un score de sévérité MSNI de 4 ou 4+, par cercle :



**62%**

des ménages au Mali avaient des besoins non-satisfaits extrêmes ou très extrêmes (MSNI de 4 ou 4+). Cela concernait 80% des ménages PDI et 62% des ménages non déplacés.

Les besoins multisectoriels y compris extrêmes et très extrêmes, étaient très répandus, et touchaient particulièrement les ménages PDI. Ceux-ci étaient également plus susceptibles d'avoir des besoins en protection

- Quatre-cinquième (80%) des ménages PDI contre près des deux-tiers (62%) des ménages non déplacés avaient des besoins non-satisfaits multisectoriels extrêmes ou très extrêmes.
- Plus d'un tiers (38%) des ménages PDI et 16% des ménages non déplacés avaient des besoins non-satisfaits extrêmes ou très extrêmes en protection.

Cette situation s'explique par le fait qu'en 2022 l'ensemble des raisons de départ des PDI était lié à des risques de protection, alors qu'en 2021, le départ de 17% des PDI a été motivé par des raisons liées aux moyens de subsistance. De plus, au premier semestre de 2022, les décès en termes de conflits au Mali étaient en forte hausse et avaient déjà dépassé les décès rapportés en 2021<sup>3</sup>.

Plus de deux ménages sur trois présentaient des besoins en eau, hygiène et assainissement (EHA). Ces besoins en EHA étaient plus élevés chez les ménages PDI

- La majorité des ménages non déplacés (69%) et des ménages PDI (88%) **faisaient face à un besoin sévère (MSNI de 3 ou plus) en EHA**. De plus, des **besoins extrêmes ou très extrêmes** étaient rencontrés par 76% des ménages PDI et 54% des ménages non déplacés.
- La proportion des ménages ayant des besoins non-satisfaits extrêmes ou très extrêmes en EHA est passée de 22% en 2021 à 54% en 2022<sup>4</sup>. Cette proportion était très élevée dans les régions de Ménaka (82%), Gao (63%) et Koulikouro (62%). Cette situation s'explique par les conditions sanitaires non-hygiéniques des ménages, et l'arrivée de personnes déplacées dans ces régions, qui a accentué la pression sur les infrastructures disponibles<sup>2</sup>.

# ÉVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS (MSNA) - APERÇU GLOBAL

## CONTEXTE

Depuis 2012, le Mali est frappé par une grave crise humanitaire. Selon l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2022, 12,9 millions de personnes sur une population de 21,1 millions seraient touchées par la crise actuelle, dont 7,5 millions seraient dans le besoin d'aide humanitaire<sup>5</sup>. Ceci porte le nombre de personnes dans le besoin à plus d'un malien sur trois (36%), dont 52% seraient des femmes et 56% des enfants. En décembre 2022, près de 412 387<sup>6</sup> personnes étaient des PDI, souvent en situation d'extrême vulnérabilité et entraînant une pression accrue sur les infrastructures disponibles dans les communautés d'accueil, où les ménages non déplacés sont également nombreux à faire face à des besoins. Il apparaît donc clé de mieux comprendre les besoins de ces groupes de population, ainsi que d'en distinguer les différentes caractéristiques.

En 2021, REACH a pu mettre en place pour la première fois une MSNA au Mali qui a permis de mettre à disposition des acteurs humanitaires des données fiables et une analyse approfondie des besoins humanitaires dans le cadre du cycle de programmation humanitaire 2022, notamment le HNO et le plan de réponse humanitaire (HRP). D'importantes lacunes en termes d'information multiseCTORielle, tant à l'échelle nationale qu'au niveau des différents groupes de population affectés par les crises (notamment les PDI) ont pu être en partie comblées. En 2022, une deuxième MSNA a

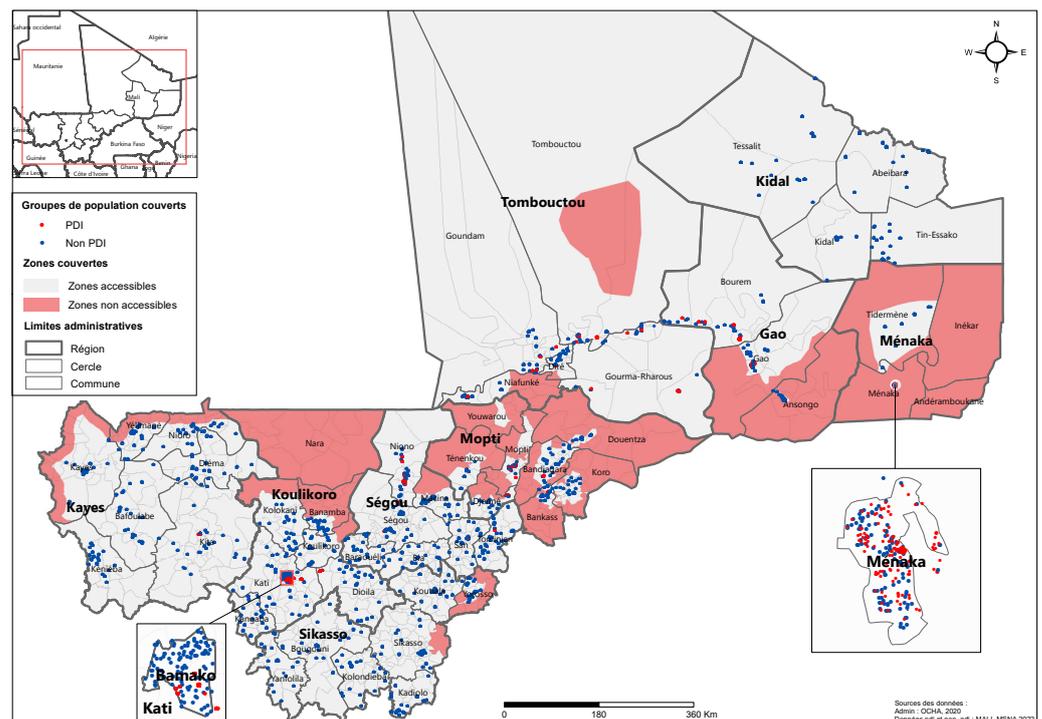
été conduite par REACH en collaboration avec OCHA via l'ICCG et sous mandat de l'EHP, afin de pouvoir encore améliorer les stratégies de réponse, de suivre et comprendre les dynamiques de la crise et l'évolution des besoins des populations. Cette mise à disposition d'informations fiables et actualisées contribue à informer le cycle de programmation humanitaire 2023 (HNO et HRP). Les analyses et résultats clés de la MSNA 2022 peuvent informer les clusters, les partenaires opérationnels de la réponse humanitaire au Mali et les bailleurs de fonds, dans le but d'appuyer des processus de prise de décision et une planification humanitaire informés.

En 2022, les résultats de la MSNA indiquent que les secteurs pour lesquels la proportion de ménages rapportant des besoins non-satisfaits est la plus importante en EHA (69%), protection (63%) et éducation (54%).

Ces besoins s'expliquent en partie par le principal choc subi par les ménages en 2022 : l'insécurité/vols y compris les déplacements liés aux conflits inter/intracommunautaires, notamment dans les régions de Mopti (53%), Tombouctou (50%), Gao (50%), Kidal (30%) et Ségo (28%)<sup>7</sup>.

## CADRE DE L'ÉVALUATION ET COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

L'ensemble des régions du pays ont été couvertes par la collecte des données. Toutefois, le contexte sécuritaire au Mali entraîne des difficultés d'accès à certaines zones du pays. L'échantillonnage de l'évaluation a été réalisé au niveau de 50 (sur un total de 53) cercles. Les cercles de Nara, d'Inékar et d'Anderamboukane ont été exclus de l'échantillonnage pour des raisons sécuritaires. En plus de ces trois cercles, des communes et des zones frontalières ont été prédéfinies comme inaccessibles et exclues de l'échantillonnage. Au total, 938 enquêtes ménages PDI et 6 702 enquêtes ménages non-déplacés ont été réalisées<sup>1</sup>.



## INDICE DES BESOINS MULTISECTORIELS (MSNI) : SÉVÉRITÉ DE LA CRISE

Pourcentage de ménages par phase de sévérité :

Dans le besoin	1 (Minimal)	0%
	2 (Préoccupant)	10%
	3 (Sévère)	29%
	4 (Extrême)	46%
	4+ (Extrême+)	16%

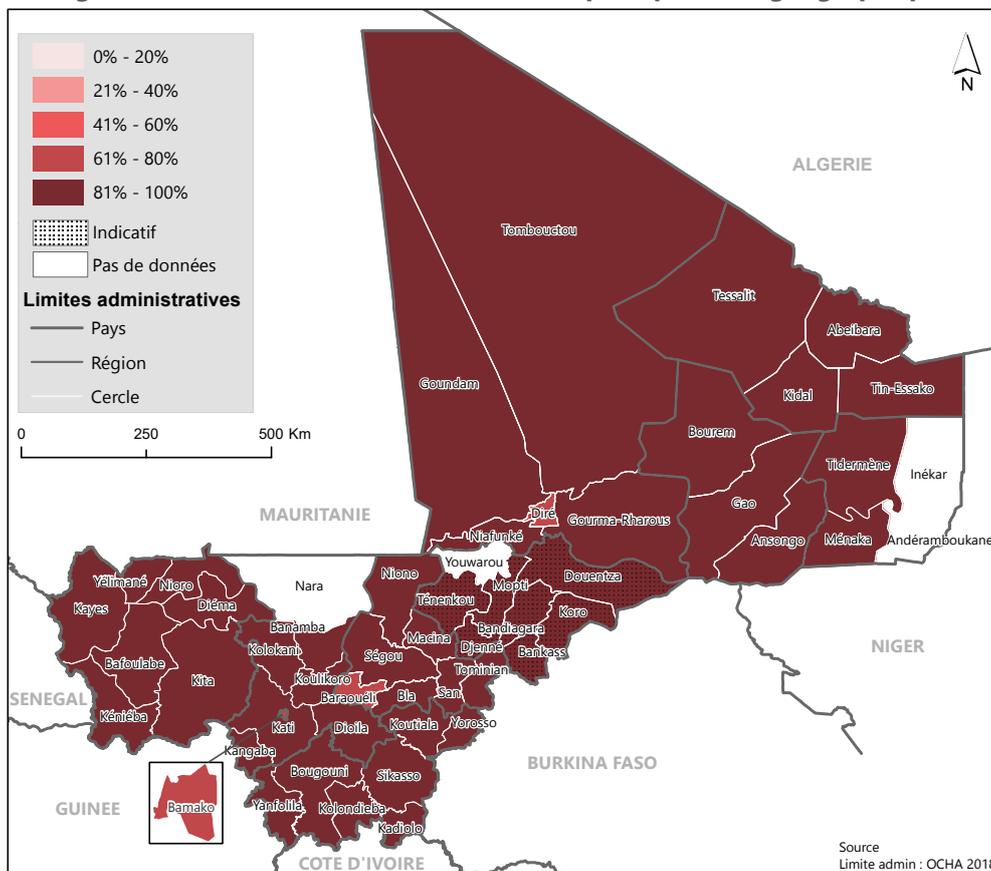
L'indice MSNI est un indicateur composite, conçu pour mesurer la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage.

Il est basé sur la plus haute sévérité sectorielle identifiée dans chaque ménage et est exprimé sur une échelle de 1 à 4+.

La sévérité sectorielle est déterminée par le calcul d'indicateurs composites propres à chaque secteur. La méthodologie complète du MSNI et de ses composantes sectorielles, en accord avec le guide du cadre analytique de la MSNA REACH, peut être trouvée [ici](#).

## MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

Pourcentage de ménages avec un score de sévérité MSNI 3 ou plus, par zone géographique :



## PHASE DE SÉVÉRITÉ MSNI PAR GROUPE DE POPULATION

Pourcentage de ménages par groupe et par phase de sévérité :

	1	2	3	4	4+
Ménages non déplacés	0%	10%	29%	46%	16%
Ménages PDI	0%	1%	19%	59%	21%
Population générale	0%	10%	29%	46%	16%

En 2022, la vaste majorité des ménages (90%) présentait des besoins multisectoriels sévères (sévérité 3 ou plus), et près des deux-tiers (62%) des besoins extrêmes ou très extrêmes (sévérité 4 ou 4+), indiquant des besoins très étendus au Mali.

Les ménages PDI étaient plus susceptibles d'avoir des besoins multisectoriels (99%), y compris des besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes (70%), que les ménages non déplacés (91% et 62% respectivement).

**Ménage non déplacé** : tout ménage qui n'était pas en situation de déplacement forcé au moment de l'enquête.

**Ménage PDI** : tout ménage en situation de déplacement forcé à l'intérieur de leur pays au moment de l'enquête.

## BESOINS HUMANITAIRES ET FACTEURS DÉTERMINANTS

L'ensemble de la population est affectée par la crise humanitaire que traverse actuellement le Mali; cependant, la proportion de ménages faisant face à des besoins extrêmes ou très extrêmes était plus importante chez les ménages PDI.

# 76%

des ménages PDI ont des besoins extrêmes ou très extrêmes (4 ou 4+) en EHA

# 38%

des ménages PDI ont des besoins extrêmes ou très extrêmes (4 ou 4+) en protection

Pour l'ensemble des ménages, les secteurs avec les plus grandes proportions de ménages avec des besoins (sévérité de 3 ou +) étaient l'EHA (69%), la protection (63%) et l'éducation (54%). De plus, le profil le plus commun de besoins était des besoins en EHA uniquement. Les facteurs explicatifs pour ces résultats sont liés aux conditions sanitaires non-hygiéniques et à l'insécurité.

- Alors que **plus de trois-cinquième (62%) des ménages** faisaient face à des besoins extrêmes ou très extrêmes (4 ou 4+), c'est le cas de plus de quatre-cinquième des ménages dans les cercles du nord (Tin Essako, Goundam et Ménaka) et du sud (Kolondieba, Niono, Kita, Yorosso et Tominian)<sup>8</sup>. Ces besoins peuvent en partie s'expliquer par l'utilisation d'infrastructures sanitaires non améliorées et la défécation à l'air libre<sup>9</sup>, ainsi que par l'aggravation des conditions sécuritaires impactant l'accès des ménages aux champs et aux services de base (école, santé, points d'eau et marché) dans ces cercles. En plus de cercles de la partie nord du pays déjà impactés par l'insécurité en 2021<sup>4</sup>, des préoccupations sécuritaires sont de plus en plus rapportées par les ménages de

la partie sud du pays, avec des attaques des groupes armés non-étatiques<sup>10</sup>. Cet état de fait continue également d'impacter considérablement le droit à l'éducation, notamment à travers la fermeture des écoles<sup>11</sup>.

Généralement, les besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes des ménages semblent avoir été déterminés le plus fréquemment par le besoin sectoriel en EHA.

- De manière générale, de plus **grandes proportions de ménages PDI** faisaient face à des besoins extrêmes ou très extrêmes que de ménages non déplacés, notamment dans les régions de Ségou (94% vs 64%), Kayes (89% vs 61%) et Mopti (83% vs 60%). Néanmoins, une situation inverse apparaît dans la région de Koulikouro où une plus grande proportion de ménages non déplacés étaient affectés (65% vs 46%). Cette différence s'explique principalement par une proportion plus importante de ménages non déplacés (50%) ayant rapporté utiliser des infrastructures sanitaires non améliorées ou pratiquer la défécation à l'air libre que de ménages PDI (15%).
- Le principal profil de besoins multisectoriels pour les ménages avec des besoins extrêmes ou très extrêmes était en EHA. Néanmoins, cela ne concerne qu'une minorité de ménages (14%), indiquant une multitude de profils de besoins, notamment selon les régions.
- Dans la région de Kidal, le profil de besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes (4 ou 4+) le plus commun pour les ménages (21%) couvrait l'éducation et l'EHA. Cela semble être lié au fait qu'à Kidal, les ménages ayant des besoins extrêmes ou très extrêmes en EHA ont également fréquemment rapporté au moins un risque sécuritaire extrême empêchant les enfants de 6 à 17ans de fréquenter de manière régulière un établissement scolaire.

Pourcentage de ménages dans le besoin par secteur humanitaire :

Secteur	Pourcentage
EHA	69%
Protection	63%
Éducation	54%
Abris/BNA	32%
Sécurité Alimentaire	17%
Santé	9%

Aide de lecture (ci-dessus): 69% des ménages avaient un besoin en EHA, tandis que 63% avaient un besoin en protection.

Profils de besoins extrêmes ou très extrêmes les plus communs, en général, par groupe de population et par zone géographique sévèrement affectée:

Groupe de population	Éducation	Sécurité alimentaire	Santé	EHA	Protection	Abris/BNA
Population générale (14%) <sup>13</sup>				✓		
Ménages non déplacés (14%)				✓		
Ménages PDI (6%)				✓		
Ménaka (11%)	✓	✓		✓	✓	
Kidal (21%)	✓			✓		

Le tableau ci-dessus montre les "combinaisons" les plus courantes d'un ou plusieurs manques en termes de niveau de vie (LSG)<sup>14</sup> parmi ceux qui sont dans le besoin afin d'identifier le profil de besoins le plus courant (qui peut consister en un ou plusieurs LSG).

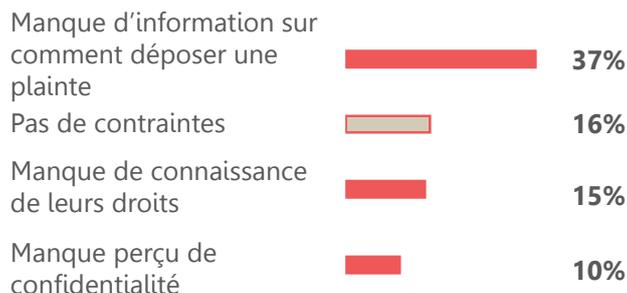
Aide de lecture (ci-dessus): Dans la région de Ménaka, 11% des ménages avec des besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes (4 ou 4+) avaient des besoins extrêmes ou très extrêmes à la fois en éducation, sécurité alimentaire, EHA et protection.

## AIDE HUMANITAIRE : PERCEPTION DES POPULATIONS AFFECTÉES



11% des ménages ont rapporté avoir connaissance de **mécanismes de redevabilité** concernant l'aide.

### % de ménages par barrière principale aux mécanismes de plainte (au sein des ménages ayant connaissance de ces mécanismes) :

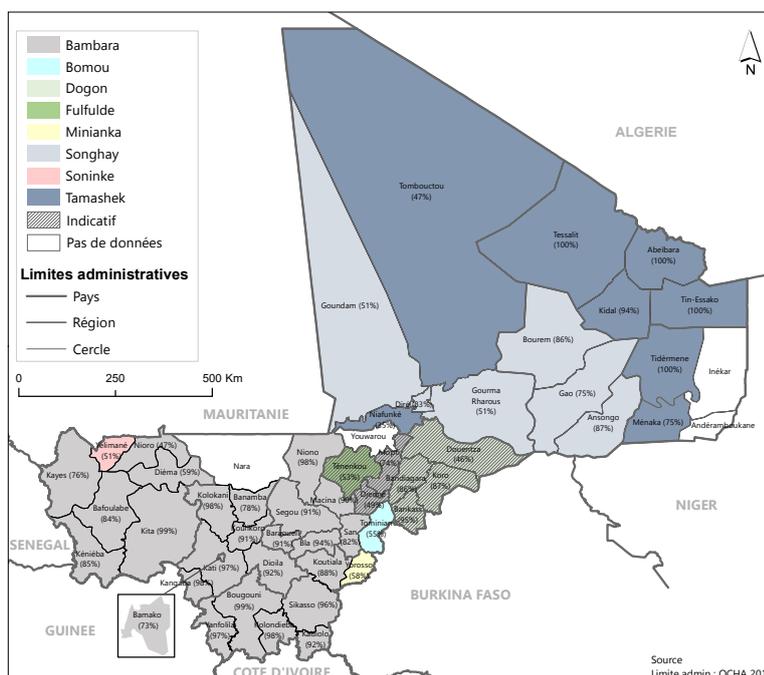


### Besoins prioritaires rapportés par les ménages\* :



La prévalence de la nourriture en tant que besoin prioritaire s'accompagne d'une demande de réponse en cash plutôt qu'en provision directe de nourriture et de services. En effet, dans le secteur de la sécurité alimentaire, plus de la moitié des ménages PDI (55%) et non déplacés (61%) souhaiterait une réponse en cash plutôt qu'en provision directe de nourriture et de services.

### Pourcentage de ménages par langue principale parlée :



**10%** des ménages ont rapporté avoir **reçu de l'aide humanitaire** dans les 30 jours précédant l'évaluation.

**90%** des ménages dans le **besoin** (ménages avec un score de sévérité de 3 ou plus) ont rapporté **ne pas avoir reçu d'aide humanitaire** dans les 30 jours précédant l'évaluation.

### Satisfaction à propos de l'aide reçue :

Sur les 10% de ménages qui ont rapporté avoir reçu de l'aide dans les 30 jours précédant la collecte, 65% ont mentionné être satisfaits et 13% être moyennement satisfaits. Les trois raisons principales d'insatisfaction rapportées par les ménages non satisfaits étaient :

- 1) **Quantité d'aide insuffisante (45%)**
- 2) **Durée de l'aide trop courte (41%)**
- 3) **Qualité de l'aide insuffisante (6%)**

### % de ménages par type d'information souhaitée\* :



## PARTENARIATS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :



FINANCÉE PAR :



AVEC LE SOUTIEN DE :



**Méthodologie.** Du 1er septembre au 16 octobre 2022, 7 640 enquêtes ménages ont été réalisées dans les 10 régions du Mali auprès de deux groupes de population ciblés (6 702 enquêtes ménages non déplacés et 938 enquêtes ménages PDI). L'échantillon a été établi par une méthodologie en grappes stratifiées en deux étapes par aire géographique et groupe de population. Les résultats sont indicatifs uniquement dans les cercles et la région de Mopti pour les deux groupes de population. Les résultats sont donc représentatifs pour les ménages PDI dans neuf régions et pour les ménages non déplacés dans 43 cercles accessibles, avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10%. La méthodologie détaillée est disponible dans les [Termes de Référence](#).

**À propos de REACH:** REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

## NOTES DE FIN

### PAGE 1

1. Pour des résultats plus détaillés, veuillez consulter les [Termes de Références ainsi que la base de données analysées](#).
2. Commission Mouvement de Populations (CMP), [Rapport sur les mouvements de populations au Mali](#), septembre 2022.
3. ACLED, 10 conflits à craindre en 2022, [Le Sahel, actualisation de milieu d'année](#), 2022.
4. REACH Mali, Évaluation multisectorielle des besoins (MSNA), [Bulletin 2021](#), juillet 2021.

### PAGE 2

5. Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), [Aperçu des besoins humanitaires 2021](#), Mali, février 2022.
6. Direction Nationale du Développement Sociale (DNDS), [Matrice de Suivi des déplacements \(DTM\)](#), Mali, décembre 2022.
7. Système d'alerte précoce (SAP), [Enquête nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle \(ENSAN\)](#), Mali, septembre 2022.

### PAGE 4

8. Les grandes proportions des ménages qui se trouvaient face à des besoins extrêmes ou très extrêmes (4 ou 4+) étaient dans les cercles de Tin Essako (98% - région de Kidal), Goundam (93% - région de Tombouctou), Kolondieba (88% - région de Sikasso), Niono (87% - région de Ségou), Ménaka (86% - région de Ménaka), Kita (85% - région de Kayes), Yorosso (84% - région de Sikasso), Tominian (83% - région de Ségou).
9. Infrastructures sanitaires non améliorées : Latrines à fosse sans dalle ni plateforme, sacs/sachets plastiques, seaux ou toilettes/latrines suspendues, trou ouvert. 70% des ménages PDI et 43% des ménages non-déplacés ont rapporté l'utilisation d'infrastructures sanitaires non améliorées (ces infrastructures sont considérées comme non améliorées lorsqu'elles ne permettent pas de garantir une hygiène suffisante et de contenir la propagation des maladies et lorsque la plateforme (dalle) n'est pas lavable) et la défaction à l'air libre (elle est définie comme l'absence d'utilisation d'infrastructures d'assainissement).
10. Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MUNISMA), [Note trimestrielle sur les tendances des violations et atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire au Mali \(1<sup>er</sup> octobre - 31 décembre 2022\)](#), mars 2023.
11. D'après les données sur la situation des écoles du cluster éducation du Mali, 34 écoles étaient fermées dans la région de Sikasso en octobre 2022.
12. Barrières liées à la protection de l'enfance ou à l'insécurité à l'école : Le ou les enfant(s) se sont mariés avant la fin du cycle scolaire, l'enfant a contracté une grossesse, les enfants doivent mendier, l'école n'est pas fonctionnelle (destruction ou fermeture), l'insécurité, les enfants risquent d'être enlevés, l'enfant a rejoint un groupe armé, les enfants ont migré pour chercher de l'argent à l'intérieur ou l'extérieur du pays.
13. Les pourcentages notés entre parenthèses dans ce tableau reflètent le pourcentage de ménages avec les profils de besoins extrêmes ou très extrêmes les plus communs (pour la population générale puis pour les régions les plus affectées par des besoins extrêmes ou très extrêmes).
14. Les manques en termes de niveau de vie (LSG) sont des indicateurs composites qui sont conçus pour mesurer la sévérité et la magnitude des besoins propres à chaque secteur humanitaire inclus dans la MSNA. Les LSG sont les blocs de construction analytiques pour produire le MSNI.

### PAGE 5

15. Séc. AL : Sécurité alimentaire
16. AGR : Activités génératrices de revenus

\* Les répondants pouvaient sélectionner plusieurs choix de réponse. Cela explique que certains pourcentages puissent être supérieurs à 100.